

« Zairois, qui est ton père ? »

Syndicalisme et parentés multiples dans la Copperbelt zairoise, 1970-1980

Benoît Henriet

Citer cet article : Henriet Benoît (2022), « Zairois, qui est ton père ? » Syndicalisme et parentés multiples dans la Copperbelt zairoise, 1970-1980 », *Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique*, Varia, en ligne. URL : <https://oap.unige.ch/journals/rhca/article/view/variahenriet>

Mise en ligne : février 2022

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2022.varia01>

Résumé

Cet article étudie le rôle du syndicat unique UNTZa (Union nationale des travailleurs du Zaïre) comme intermédiaire entre les travailleurs du secteur minier, le parti unique MPR (Mouvement populaire de la révolution) et l'entreprise monopolistique Gécamines dans les années 1970. Si « l'État intégral » zairois ambitionne d'étouffer toute contestation, le rôle crucial de l'industrie minière pour l'économie nationale permet à ses travailleurs d'être partiellement écoutés. Cette recherche, basée sur des archives « informelles » de la Gécamines et des entretiens avec d'anciens syndicalistes, met en lumière les espaces de négociation au cœur du système répressif zairois. Des discussions portant sur l'africanisation des cadres, l'accès privilégié au salariat pour les enfants de travailleurs, la distribution de la ration alimentaire et l'extension de la couverture médicale mettent en lumière la façon dont la notion polysémique de « famille » est invoquée par les délégués syndicaux pour faire avancer leurs revendications.

Mots-clés : syndicalisme ; Zaïre ; famille ; travail ; mines

« Zairian, who is your Father? »

Trade unionism and multiple kinships in the Zairian Copperbelt, 1970-1980

Abstract

This article studies the role played by Zaire's sole trade union UNTZa (Union nationale des travailleurs du Zaïre) in transmitting the grievances of Zairean mineworkers to the party-state MPR (Mouvement populaire de la révolution) and the nationalized mining monopoly Gécamines in the 1970s. Although the Zairian "integral state" aimed to nip in the bud any possibility of dissent, the crucial role played by the mining industry in the national economy allowed its workers to make their demands at least partially heard. This research, based on Gécamines' "informal" archives and interviews with former trade unionists, offers a new take on the negotiation spaces allowed by the repressive Zairian system. Discussions on the Africanisation of managers, privileged access to employment for workers' children, the distribution of rations and the extension of the medical coverage shed light on how trade unionists mobilized the polysemic notion of "family" to put their demands forward.

Keywords: trade unions; Zaire, family; labour; mines



Zaïrois, qui es-tu ?
 Je suis militant du MPR [...]
 Qui est ton Père ?
 Mobutu Sese Seko, Maréchal
 Qui est ta Mère ?
 La nation zaïroise¹

*Gécamines njo baba, Gécamines njo mama*²

Dans le Haut-Shaba des années 1970³, la suprématie des acteurs dominant les sphères politiques et économiques s'exprime dans le langage de la parenté. Le régime du président Mobutu Sese Seko (au pouvoir de 1965 à 1997) exige ainsi des citoyens des démonstrations récurrentes d'allégeance, entre autres par la déclaration publique et collective de « slogans révolutionnaires⁴ ». Durant ces performances, il est attendu des Zaïrois de tous âges et toutes conditions d'exprimer leur attachement au parti-État mobutien, le Mouvement populaire de la révolution (MPR), à la figure paternelle du « président fondateur » ainsi qu'à la « mère patrie ». Ces slogans insistent sur le rapport de parenté liant l'individu au chef de l'État, à la nation et au parti, auquel chaque Zaïrois est automatiquement affilié par le seul fait de son existence.

Le Haut-Shaba occupe également un rôle particulier au sein du système politico-économique zaïrois. Cette région contient d'exceptionnels gisements de cuivre, de cobalt et d'uranium, qui font l'objet d'une exploitation intensive dès les années 1910. Ces minerais sont, tant pour la puissance coloniale belge que pour les gouvernements postcoloniaux, une ressource économique cruciale. En 1963, par exemple, l'activité minière au Katanga représente 50 % des revenus de l'État congolais et 70 % du commerce extérieur national⁵. Au Congo belge, l'extraction minière est effectuée sous l'égide d'une entreprise monopolistique, l'Union minière du Haut-Katanga (UMHK), fondée en 1906. Elle est nationalisée soixante ans plus tard sur ordre de Mobutu et rebaptisée Générale des carrières et des mines (Gécamines). Tout comme le président fondateur et la mère patrie, la Gécamines est fréquemment évoquée sous la forme d'une double figure parentale par ses travailleurs, comme en témoigne l'expression consacrée faisant de l'entreprise à la fois « le père et la mère » de ses employés.

Cette seconde symbolique de la filiation est enracinée dans la politique paternaliste mise en place par l'UMHK dès 1926 afin de « stabiliser » sa main-d'œuvre immigrée, c'est-à-dire d'immobiliser sur place la force de travail nécessaire à son intense activité industrielle⁶. Bruce Fetter définit le paternalisme de l'Union minière comme une « sous-culture totalitaire⁷ », l'entreprise tentant de modeler la vie sociale et intime de ses employés, recrutés au Katanga, ainsi que dans d'autres provinces du Congo et dans les colonies avoisinantes, par l'exercice d'une politique disciplinaire englobant de nombreux aspects de leur existence et de celle de leurs familles. L'UMHK prend ainsi en charge le logement, l'habillement, et le soin médical de ses travailleurs, de leurs épouses et de leurs enfants. Ces derniers sont de plus scolarisés, formés et encadrés par

¹ Archives du personnel de la Gécamines, Likasi (RDC) (AP-GCM-Li), Slogans révolutionnaires du Mouvement populaire de la révolution, non daté.

² « La Gécamines est mon père, la Gécamines est ma mère. » Expression en kiswahili courante dans les communautés minières du Haut-Katanga. Voir : Rubbers Benjamin (2006), « L'effondrement de la Générale des Carrières et des Mines. Chronique d'un processus de privatisation informelle », *Cahiers d'Études africaines*, 181, p. 10.

³ Le régime de Mobutu entend dès 1966 une campagne de « décolonisation » des noms propres, qu'il s'agisse d'espaces géographiques ou d'individus. Le Haut-Katanga devient ainsi le Haut-Shaba, tandis qu'Elisabethville et Jadotville sont respectivement renommées Lubumbashi et Likasi. Si la nouvelle dénomination des agglomérations survit à la chute du régime de Mobutu en 1997, les provinces vont quant à elle retrouver leur ancien patronyme.

⁴ Sur les manifestations d'allégeance au Zaïre, voir entre autres White Bob (2006), « L'incroyable machine d'authenticité. L'animation politique et l'usage public de la culture dans le Zaïre de Mobutu », *Anthropologie et Société*, 30(2), pp. 46-63 ; Covington-Ward Yolanda (2016), *Gesture and Power. Religion, Nationalism and Everyday Performance in Congo*, Durham, Duke University Press, pp. 137-183.

⁵ Larmer Miles (2021), *Living for the City. Social Change and Knowledge Production in the Central African Copperbelt*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 211.

⁶ Rubbers Benjamin (2013), *Le Paternalisme en question. Les anciens ouvriers de la Gécamines face à la libéralisation du secteur minier katangais (RD Congo)*, Paris, L'Harmattan, p. 11.

⁷ Fetter Bruce (1976), « L'Union minière du Haut-Katanga, 1920-1940 : la naissance d'une sous-culture totalitaire », *Cahiers du CEDAF*, 6, pp. 1-40.

l'Union minière⁸. Dès la seconde moitié des années 1960, la Gécamines va endosser le rôle paternaliste de sa prédécesseuse et pousse ses prestations plus avant. Au-delà du logement, de la ration, de l'éducation et des soins de santé, la compagnie fournit aux travailleurs logés dans ses cités des objets quotidiens tels que des ampoules ou des langes. En retour, les agents de la Gécamines continuent d'exercer un contrôle serré sur la vie intime de ses employés. Des travailleurs sociaux peuvent ainsi effectuer des visites à l'improviste afin de vérifier l'état de propreté des foyers ou intervenir dans des conflits conjugaux⁹. Cette politique paternaliste est maintenue bon gré mal gré jusqu'à l'effondrement économique de l'entreprise à la fin des années 1980¹⁰.

La symbolique de la parenté est ainsi mobilisée pour caractériser le rapport liant le travailleur Gécamines tant à son employeur qu'à sa communauté nationale. Cependant, ces deux « familles » relèvent de généalogies différentes. D'un côté, le nationalisme zaïrois se construit comme une rupture avec le legs colonial. Il s'articule autour de la politique mobutienne de « l'authenticité », censée libérer les Zaïrois de l'aliénation mentale héritée du colonialisme en effectuant un retour vers leurs « cultures ancestrales ». De l'autre, la « filiation » liant le travailleur à la Gécamines s'inscrit dans la continuité directe du capitalisme paternaliste colonial. Ces deux constructions vont s'entremêler et donner naissance à une nouvelle itération du paternalisme d'entreprise, au sein de laquelle ces généalogies familiales vont coexister avec difficulté.

Cet article s'intéresse au rapport entre les travailleurs miniers du Haut-Shaba, leurs familles et leurs « parents » tutélaires, Gécamines et MPR. Je me concentre sur les courroies de transmission par lesquelles individus et groupes vont formuler leurs doléances et leurs griefs à l'égard de ces figures parentales. Les négociations entre représentants du syndicat UNTZa (Union nationale des travailleurs du Zaïre) – le seul syndicat autorisé au Zaïre, légalement constitué comme une branche du MPR – et cadres de l'entreprise constituent un point d'observation privilégié des lignes de communication existant entre un régime autoritaire et un segment de sa population occupant un rôle économique absolument crucial.

L'UNTZa constitue un objet politique fascinant pour comprendre le mode de fonctionnement du MPR. Cette structure, née en 1967 de la fusion des organisations syndicales existantes, est d'emblée envisagée comme un outil de cohésion sociale plutôt que de défense des intérêts des travailleurs. Dans un article-programme, l'UNTZa est ainsi définie comme « un organe de soutien » au régime, qui partage avec le syndicalisme soviétique son « intégration et sa subordination à l'État¹¹ ». À la Gécamines, les candidats approuvés par une commission mixte composée de représentants de l'UNTZa et de l'entreprise sont sélectionnés par les travailleurs lors d'une élection primaire afin de composer une liste unique soumise à nouveau à leur vote. Lors des élections syndicales proprement dites, les travailleurs opèrent un choix entre deux bulletins : « l'un vierge : pour l'UNTZa, l'autre barré de noir : contre l'UNTZa¹² ».

Lors des négociations, de nombreuses demandes des délégués sont formulées dans le langage de la parenté, que ce soit pour rappeler les autorités à leurs obligations, ou pour exprimer les difficultés d'employés patriarques confrontés aux besoins de leurs parents proches et éloignés. Cette recherche permet donc de mettre en lumière la façon dont la symbolique de la famille, ainsi que l'existence simultanée de constructions familiales multiples – famille nucléaire, famille étendue, communauté professionnelle, communauté nationale – jouent un rôle essentiel dans l'exercice du syndicalisme au sein de l'industrie minière zaïroise.

Cette recherche se base sur des archives non inventoriées de la Gécamines, consultées dans des bureaux de l'entreprise à Lubumbashi et Likasi, sièges de deux de ses trois exploitations. Ces sources privées et partiellement délaissées constituent à la fois un défi et une opportunité pour l'historien-ne. Elles sont de plus complétées par des entretiens réalisés avec d'anciens syndicalistes UNTZa au cours de l'été 2018¹³. Cet

⁸ Pour un aperçu des pratiques disciplinaires dans les camps de travailleurs de l'UMHK, voir Hanretta Sean (2003), « Space and Conflict in the Elisabethville Mining Camp », in F. Bernalt (dir.), *A History of Prison and Confinement in Africa*, Portsmouth, Heinemann, pp. 191-219.

⁹ Peša Iva et Benoît Henriët (2021), « Beyond Paternalism. Pluralizing Copperbelt Histories », in M. Larmer, E. Guene, B. Henriët, I. Peša et R. Taylor (dir.), *Across the Copperbelt. Urban & Social Change in Central Africa's Borderland Communities*, Melton, James Currey, pp. 27-34.

¹⁰ Rubbers B., *Le Paternalisme...*, *op. cit.*, p. 14.

¹¹ Mbili Kwa Mbili (1986), « Esquisse du syndicalisme au Zaïre : d'hier à aujourd'hui », *Africa: Rivista trimestrale*, 41(2), pp. 277-278.

¹² AP-GCM-Li, Protocole d'accord sur les élections de mai 1987, 10 avril 1987.

¹³ Trois interlocuteurs : (1) Pierre-Nestor Ngoye (né en 1950), délégué syndical à Lubumbashi à partir de 1970, délégué régional du syndicat unique dans les années 1990 ; (2) André Tshibangu (né en 1954), entré à la Gécamines en 1972, délégué syndical à partir de 1977 et délégué principal du groupe Ouest de 1980 à 1993 ; (3) Jean-Pierre Tshibas (né en 1944), entré à la Gécamines en 1965,

article se limite à étudier les dynamiques du syndicalisme dans les années 1970, une période marquée à la fois par la relative stabilité du régime zaïrois, une importante productivité pour la Gécamines, et des cours élevés du cuivre sur les marchés internationaux jusqu'en 1975. Ces trois éléments étant intimement liés, l'effondrement brutal de la valeur du cuivre amorce le déclin tant de la Gécamines que du MPR à partir des années 1980.

L'étude des négociations professionnelles à la Gécamines ouvre ainsi de nouvelles perspectives sur l'expérience politique des citoyens zaïrois dans la « phase haute » de la présidence de Mobutu. Les années 1970 correspondent à l'apogée des vellétés du régime de mettre sur pied un « État intégral », capable d'exercer un contrôle hégémonique sur la société civile¹⁴. Outre l'affiliation obligatoire de tout un chacun au MPR, le parti-État se décline en une pléthore de « sections » et de « sous-sections » englobant presque toutes les facettes de la vie sociale. Entreprises, universités, mouvement de jeunesse deviennent ainsi tant de sections du MPR, ambitionnant l'exercice d'un contrôle strict de l'allégeance et de la docilité des citoyens. « L'État intégral » zaïrois a été essentiellement étudié comme une force monolithique dotée d'une puissance répressive conçue pour décourager, étouffer et punir toute velléité contestataire¹⁵. Cependant, même un État « intégral » ne peut exister de manière pérenne sans la présence de voies de communication permettant de faire remonter l'expérience et les frustrations d'au moins certains segments de la population jusqu'aux hautes instances du pouvoir.

Ainsi, l'émergence de régimes de parti unique ne va pas forcément de pair avec une totale annihilation de la capacité de négociation des représentants des travailleurs. La capacité du délégué syndical à prendre en compte les doléances des affiliés, ainsi qu'à les faire remonter lors de réunions avec les représentants de l'entreprise, peut avoir joué un rôle crucial dans leur éthos professionnel. André Tshibangu, cadre UNTZA de 1977 à 1993, lie par exemple la pérennité de sa fonction syndicale à sa capacité d'écoute : « J'avais appris qu'il ne fallait rien minimiser. Pour moi il n'y avait pas de grands et de petits problèmes, j'avais l'oreille et le temps prêtés à mes collègues. C'est-à-dire que, quelles que soient les circonstances où tu me trouves, quel qu'un m'arrête et je lui donne son temps, pour qu'il m'explique¹⁶. »

Les pages suivantes s'ouvrent sur une discussion méthodologique des sources, en particulier des perspectives épistémologiques offertes par les archives postcoloniales « désordonnées ». Cette réflexion est suivie d'un passage en revue du concept de famille et de sa pertinence dans le cadre de la présente recherche. L'articulation entre parentés multiples et syndicalisme est ensuite mise en lumière au travers de trois cas d'études, portant sur des revendications récurrentes des travailleurs à l'encontre de l'entreprise : l'africanisation du personnel, l'obtention de la ration et l'accès aux soins de santé. En conclusion, nous tentons de mettre en lumière l'existence d'espaces de négociation syndicale au sein de « l'État intégral » zaïrois, et la façon dont les spécificités de l'archive postcoloniale contribuent à leur étude.

Archives « désordonnées » et histoire postcoloniale

L'essentiel des sources collectées pour cette recherche émane d'archives « informelles » de la Gécamines. Il s'agit de documents de natures diverses – rapports, notules tapuscrites, correspondances – qui n'ont pas fait l'objet d'un processus d'archivage systématique. Ils sont conservés dans différents bureaux et réserves à Lubumbashi et à Likasi, et ne sont *a priori* pas ouverts au public ou aux chercheurs. L'exégèse de ces sources particulières nécessite donc de prendre en compte tant leur origine que les espaces où elles ont été consultées.

Depuis le début du xx^e siècle, Lubumbashi constitue le cœur urbain et économique du Haut-Katanga. Il s'agit du berceau historique de ses activités minières, ainsi que de la seconde plus grande ville de la République démocratique du Congo. À ce double titre, Lubumbashi a été investie dès la fin de la Seconde Guerre mondiale par des générations successives de sociologues et d'historiens, qui y ont vu une incarnation

délégué syndical principal du groupe Sud dans les années 1970. Ces différents interlocuteurs offrent une perspective importante sur la trajectoire individuelle de travailleurs qui ont pu progresser dans la hiérarchie du syndicat unique au fil du déclin progressif de la Gécamines.

¹⁴ Young Crawford (1994), « Zaïre: the Shattered Illusion of the Integral State », *Journal of Modern African Studies*, 32(2), pp. 248-250.

¹⁵ Voir notamment Schatzberg Michael (1991), *The Dialectics of Oppression in Zaire*, Bloomington, Indiana University Press ; Young Crawford et Turner Thomas (1985), *The Rise and Decline of the Zairian State*, Madison, University of Wisconsin Press ; White B., « L'incroyable machine d'authenticité », art. cité.

¹⁶ Entretien, André Tshibangu, 12 juillet 2018.

presque canonique des phénomènes d'urbanisation, de « modernisation » et de prolétarianisation à l'œuvre sur le continent dès l'aube de la « seconde occupation coloniale¹⁷ ». Le paysage lushois reste jusqu'à aujourd'hui dominé par son ancien terroir et par la cheminée du haut-fourneau adjacent, symboles du passé industriel de la ville.

Si l'activité administrative et minière de la Gécamines s'est depuis déplacée vers d'autres lieux, c'est toujours dans des bureaux délaissés situés au pied du terroir que sont conservés des documents négligés, mais bien préservés mettant en lumière l'histoire sociale de l'entreprise au cours des cinquante dernières années. On peut y trouver, entre autres, une série incomplète de comptes rendus des réunions de la « délégation syndicale générale » de la Gécamines entre 1972 et 1977, c'est-à-dire des rencontres mensuelles entre représentants de l'entreprise et de l'UNTZA. Ces documents mettent en lumière les points de tension entre partenaires sociaux, leur articulation au parti-État, la résolution de certains conflits syndicaux, ainsi que le lent déclin économique de la compagnie et de la région.

Si Likasi a suscité moins d'intérêt scientifique que Lubumbashi¹⁸, elle reste néanmoins la deuxième plus grande agglomération de la région, ainsi qu'un foyer important d'activités économiques. On retrouve, dans les bureaux du service médical du groupe Sud de la Gécamines, des circulaires, des courriers échangés entre travailleurs et leurs supérieurs, des notes de travail de l'UNTZA ou encore des programmes de visites officielles des hautes instances du MPR. Ces documents couvrent une large période, allant du début des années 1960 jusqu'à la fin des années 1990, sans organisation chronologique ou thématique claire.

La rencontre de ces archives visiblement délaissées, qui semblent devoir leur survie à l'oubli de leur existence, fait écho à ce que d'autres historiens de l'Afrique postcoloniale ont constaté : les possibilités historiographiques offertes par l'absence apparente d'archivage bureaucratique. Que peuvent offrir à l'historien-ne ces traces écrites d'un passé récent qui ne sont pas centralisées, sérialisées et inventoriées ? De nombreux-ses chercheur-se-s ont souligné tant les défis posés *a priori* par ces sources, qui diffèrent radicalement des séries raisonnées caractérisant souvent l'archive coloniale, que les richesses analytiques qu'elles contiennent.

Pour Jean Allman, le caractère fragmentaire de l'archive postcoloniale ouvre la voie vers « de nouvelles possibilités d'écrire l'histoire », qui seraient moins « dépendantes de et surdéterminées par » la rigidité de l'archivistique bureaucratique¹⁹. Florence Bernault encourage quant à elle les historien-ne-s à éviter de comparer négativement les archives postcoloniales « maigres et incohérentes » à leur pendant colonial rigidement organisé, qui projette une fausse aura d'autorité, d'intégrité et d'exhaustivité²⁰. Pour John Strausberger, l'accumulation *a priori* dépourvue de fil conducteur de documents de périodes, producteurs et thèmes différents « souligne les enchevêtrements caractéristiques de l'histoire africaine du xx^e siècle²¹ ». Il encourage ainsi les chercheur-se-s à intégrer cette incohérence apparente à leur appréhension critique de leurs sources. Cette idée est également soutenue par Luise White, qui souligne l'importance de penser ce « fatras » (*hodgepodge*) archivistique comme un ensemble, qui « raconte une histoire en soi, de gouvernance par crise, départs et faux départs²² ».

Comment faire, dès lors, pour utiliser ce « désordre archivistique comme point de départ²³ », comme le suggère White, dans le cadre de l'histoire de la Gécamines et du Haut-Shaba ? Il faut d'abord considérer à la fois la nature privée de ce patrimoine archivistique et l'identité de son producteur. Si la Gécamines existe toujours, elle a néanmoins perdu tant son caractère monopolistique que sa capacité à remplir les obligations

¹⁷ Voir entre autres : Fetter Bruce (1976), *The Creation of Elisabethville (1910-1940)*, Stanford, Hoover Institution Press ; Fabian Johannes, Kalundi Mango et Walter Schicho (dir.) (1990), *History from Below: the Vocabulary of Elisabethville by André Yaw: Texts, Translation, and Interpretive Essay*, Amsterdam, John Benjamins Publishing ; Jewsiewicki Bogumil, Donatien Dibwe dia Mwembu et Rosario Giordano (2010), *Lubumbashi 1910-2010 : mémoire d'une ville industrielle. Ukumbusho wa mukini wa komponi*, Paris, L'Harmattan ; Rubbers Benjamin et Marc Poncelet (2015), « Sociologie coloniale au Congo belge », *Genèses*, 2, pp. 93-112.

¹⁸ Voir néanmoins Peša I. et Henriët B., « Beyond Paternalism », art. cité ; Cuvelier Jeroen (2014), « Work and Masculinity in Katanga's Artisanal Mines », *Africa Spectrum*, 49(2), pp. 3-26 ; Rubbers B., *Le Paternalisme...*, *op. cit.*

¹⁹ Allman Jean (2013), « Phantoms of the Archive: Kwame Nkrumah, a Nazi Pilot Named Hanna, and the Contingencies of Postcolonial History-Writing », *The American Historical Review*, 118(1), p. 120.

²⁰ Bernault Florence (2015), « Suitcases and the Poetics of Oddities: Writing History from Disorderly Archives », *History in Africa*, 42, p. 270.

²¹ Strausberger John (2015), « Fractures and Fragments: Finding Postcolonial Histories of Guinea in Local Archives », *History in Africa*, 42, p. 302.

²² White Luise (2015), « Hodgepodge Historiography: Documents, Itineraries, and the Absence of Archives », *History in Africa*, 42, p. 313.

²³ White L., « Hodgepodge Historiography », art. cité, p. 314.

paternalistes qui ont forgé son modèle social dès l'entre-deux-guerres. Cette double perte s'accompagne d'un abandon matériel des espaces qui ont fait son histoire. Des sites tels que les bureaux du service médical à Likasi ou ceux situés au pied de l'ancien terril de Lubumbashi ne sont plus que partiellement et sporadiquement occupés. Ces anciens espaces bureaucratiques sont aujourd'hui devenus des vestiges de la prospérité passée de la Gécamines.

Le contexte matériel de consultation de ces archives dans les traces de la puissance perdue du géant minier évoque l'idée de « débris » postcolonial, développée par Ann Laura Stoler pour évoquer la présence persistante et multiforme de la colonisation, influant encore aujourd'hui sur les espaces, les corps et les paysages²⁴. Dans le cas présent, ces « débris » ont pesé sur le déploiement d'un questionnement posé au départ de ce « fatras » archivistique de deux façons étroitement liées. Premièrement, l'expérience même de la consultation de ces archives est influencée par la présence tangible des vestiges de la Gécamines et de l'UMHK. Investir des bureaux désertés à l'ombre du vieux terril constitue une toile de fond qui ne peut être dissociée du contenu des archives. Ce cadre encourage implicitement la recherche de références écrites relatives au déclin de la région ou à la précarisation des travailleurs. Ces traces archivistiques font écho tant à l'expérience sensorielle de la recherche qu'à l'arc narratif de l'historiographie de la Copperbelt zaïroise, prenant la forme d'une « tragédie » constituée par « l'abandon » des habitants par les figures parentales de l'État et de l'entreprise²⁵.

Deuxièmement, l'absence de classements chronologiques et thématiques de ces archives met en lumière des motifs récurrents dans leurs contenus. La persistance des questions de parenté fait sens dès lors que cette thématique revient régulièrement au fil de la lecture linéaire de documents thématiquement et temporellement disjoints, dont le classement semble relever du hasard. Même si cet article se concentre sur les années 1970, des documents antérieurs et postérieurs font état de la continuité de revendications sociales formulées dans le langage de l'obligation familiale. Le fil conducteur de cette recherche émerge donc directement de la lecture systématique de documents non classés et non sérialisés.

Penser les parentés multiples au Haut-Shaba

Comprendre la présence récurrente de la parenté comme véhicule de critiques et de doléances dans le Haut-Shaba nécessite également l'appréhension du concept complexe et polymorphe de « famille ». L'historiographie de la famille en Afrique subsaharienne s'est attelée à démonter certaines idées reçues. Premièrement, il n'y a pas de « famille africaine » en soi. Au fil de l'histoire, différentes configurations familiales ont coexisté et se sont entremêlées. Un même individu peut ainsi être simultanément membre de différentes familles, elles-mêmes de natures diverses²⁶. Deuxièmement, historiens et anthropologues ne classifient plus aujourd'hui les familles dans des catégories rigides et clairement séparées basées sur le modèle de filiation (patrilinéarité/matrilinéarité) ou sur la conjugalité (polygamie/monogamie). Ces référentiels n'ont que peu de pertinence pour caractériser les rapports familiaux flexibles et adaptables tels qu'ils se déploient sur le terrain²⁷. Troisièmement, la famille se pense essentiellement comme une unité socioéconomique, un réseau de solidarité, de production et de consommation lié par une parenté réelle et/ou mythique. Les familles peuvent être appréhendées comme des réseaux lâches où la position, les droits et les devoirs des individus dépendent essentiellement de leur âge, de leur généalogie et de leur genre²⁸. Quatrièmement, la symbolique de la parenté, ainsi que le caractère productif et hiérarchique de nombreuses unités familiales constituent une source d'inspiration et de légitimité pour des pouvoirs institutionnels, qu'ils soient privés ou publics²⁹. Tant le MPR

²⁴ Stoler Ann Laura (2013), « Introduction: "the Rot Remains". From Ruins to Ruination », in A. L. Stoler (dir.), *Imperial Debris: On Ruins and Ruination*, Durham, Duke University Press, p. 5.

²⁵ Voir : Dibwe dia Mwembu Donatien (2001), *Bana Shaba abandonnés par leur père. Structure de l'autorité et histoire sociale de la famille ouvrière au Katanga, 1910-1997*, Paris, L'Harmattan ; Rubbers Benjamin (2009), « The Story of a Tragedy: how people in Haut-Katanga interpret the post-colonial history of Congo », *The Journal of Modern African Studies*, 47(2), pp. 267-289.

²⁶ Marks Shula et Richard Rathbone (1983), « The History of Family in Africa: Introduction », *The Journal of African History*, 24(2), p. 150.

²⁷ Schäfer Rita (1997), « Variations in Traditional Marriage and Family Forms: Responses to the Changing Pattern of Family-Based Social Security Systems in Sierra Leone and Kenya », *The History of the Family*, 2(2), p. 207.

²⁸ Reinwald Brigitte (1997), « Changing Family Strategies as a Response to Colonial Challenge: Microanalytic Observations on Siin/Senegal 1890-1960 », *The History of the Family*, 2(2), p. 184 ; Schäfer R., « Variations in Traditional Marriage », art. cité, p. 198.

²⁹ Marks S. et Rathbone R., « The History of Family in Africa », art. cité, p. 147.

que la Gécamines s'inscrivent ainsi dans une tradition politique où la parenté sert de base à l'articulation de rapports de pouvoir.

La colonisation a joué un rôle essentiel dans la reconfiguration des structures familiales en Afrique centrale. Si les formes préexistantes de parenté ne « disparaissent » pas sous l'influence européenne, elles vont néanmoins s'adapter et coexister avec des interprétations exogènes du concept de famille³⁰. On peut par exemple penser à la monétisation de la dot, qui accompagne la généralisation du travail salarié en Afrique centrale, transformation qui à son tour influe sur les dynamiques conjugales³¹. De plus, les régulations de l'intime et de l'affectif par les acteurs de la colonisation ont mené à la valorisation de certaines formes de relations – hétérosexuelles, monogames, procréatives et matrimoniales³². La famille nucléaire est ainsi sanctionnée par une reconnaissance légale et administrative, qui peut conditionner l'obtention de certaines prestations paternalistes. À l'UMHK, l'accès à la ration, aux soins de santé ou à l'éducation est par exemple réservé aux épouses et enfants des travailleurs. Cette stratégie s'articule à sa politique de « stabilisation de la main-d'œuvre », qui comprend notamment un volet de soutien à la matrimonialité. L'entreprise contribue ainsi à la dot payée par ses travailleurs au moment de leur mariage et prévoit une structure d'encadrement de leurs épouses au travers des « foyers sociaux », où leur sont inculqués les « arts ménagers³³ ».

En endossant l'héritage paternaliste de l'UMHK, la Gécamines maintient une politique sociale restreinte aux parents immédiats de ses employés et tente d'isoler ces derniers de leurs familles étendues. Il reste ainsi « absolument interdit » aux travailleurs « de loger des personnes étrangères à leur famille directe (épouse et enfants) dans les maisons mises à leur disposition », selon un avis interne de juin 1972³⁴. Si cette mesure est officiellement prise dans le but « de limiter les vols et de maintenir le calme et la sécurité », il s'agit d'une continuité directe de la politique de « civilisation » poursuivie par l'UMHK. À la période coloniale, la visite des parents du travailleur au camp dépendait de l'assentiment du chef de cité et devait être de courte durée, afin d'assurer la césure entre le « milieu coutumier » et l'éthos « moderne » censé être assumé par le travailleur³⁵.

Cependant, la promotion de la famille nucléaire n'annule pas pour autant l'appartenance à des parentés plus larges, auxquelles les travailleurs Gécamines restent souvent liés par des rapports de solidarité³⁶. Ces obligations familiales sont d'autant plus importantes que la vie dans la Copperbelt a toujours été précaire. Si le « long boom » courant de l'après-guerre jusqu'au milieu des années 1970 est caractérisé par une croissance économique et une amélioration relative des conditions de vie adossée à la haute valeur du cuivre sur les marchés internationaux, la pauvreté reste endémique au Haut-Shaba³⁷. Le travail salarié reste minoritaire, y compris au sein d'agglomérations industrielles comme Lubumbashi et Likasi. La subsistance de la plupart des citoyens dépend en effet d'activités sporadiques et/ou informelles³⁸. Dans ce cadre, la stabilité et la sécurité offertes par le salariat et le paternalisme privé renforcent le statut de l'employé Gécamines au sein de son cercle familial. Il peut ainsi lui être demandé de faciliter l'entrée de proches dans la force de travail de l'entreprise ou de leur faire bénéficier des prestations sociales auxquelles ils n'ont *a priori* pas accès.

Une tension émerge entre le modèle familial nucléaire promu par la Gécamines et les obligations de l'individu vis-à-vis de sa famille étendue. Ces dernières sont validées par la dynamique politique à l'œuvre au Zaïre. Le régime appuie sa légitimité sur « l'authenticité », une relecture opportuniste des structures politiques, sociales et culturelles précoloniales. Mobutu se présente ainsi aux citoyens zaïrois comme une figure paternelle « traditionnelle », qui se doit d'être à l'écoute des besoins des « enfants » sous sa tutelle, mais capable de sévèrement punir ceux qui questionneraient son autorité³⁹. « L'authenticité » est un outil puissant du nationalisme zaïrois, qui cherche à remodeler le pays en imposant un récit unificateur hégémonique. Cette

³⁰ Reinwald B., « Changing Family Strategies », art. cité, p. 184, 188 ; Thomas Lynn M. et Jennifer Cole (2008), « Thinking through Love in Africa », in L. Thomas et J. Cole (dir.), *Love in Africa*, Chicago, Chicago University Press, pp. 10-11.

³¹ Reinwald B., « Changing Family Strategies », art. cité, pp. 190-191 ; Schäfer R., « Variations in Traditional Marriage », art. cité, p. 201.

³² Thomas L. et Cole J., « Thinking through Love », art. cité, p. 5.

³³ Rubbers B., *Le Paternalisme...*, *op. cit.*, pp. 169-171.

³⁴ AP-GCM-Li, Avis au personnel de cadre de Likasi, 13 juin 1972.

³⁵ Rubbers B., *Le Paternalisme...*, *op. cit.*, p. 201.

³⁶ Thomas L. et Cole J., « Thinking through Love », art. cité, p. 10, 11.

³⁷ Larmer M., *Living for the City...*, *op. cit.*, p. 67.

³⁸ Larmer M., *Living for the City...*, *op. cit.*, p. 68.

³⁹ Sur la figure du leader-père autoritaire en Afrique centrale postcoloniale, voir : Schatzberg Michael (2001), *Political Legitimacy in Middle Africa. Father, Family, Food*, Bloomington, Indiana University Press.

stratégie de promotion d'une famille nationale unie sous l'autorité d'un leader paternel est imaginée pour mettre fin aux conflits « ethniques » qui ont traversé les premières années de l'indépendance⁴⁰. Cependant, « l'authenticité » suppose une réinvention profonde des traditions politiques de l'Afrique centrale. Il n'y a ainsi aucun précédent, même lointain, à l'autoritarisme, à la prévarication et au culte de la personnalité qui ont caractérisé le régime Mobutu⁴¹.

« L'authenticité » ouvre néanmoins la voie à la formulation de griefs et de demandes de la part de travailleurs et de syndicalistes dans le langage des devoirs familiaux, et ce, de deux façons différentes⁴². D'une part, elle permet de rappeler à l'ordre les différentes sections du MPR lorsqu'elles échouent à agir en courroie de transmission de la sollicitude paternelle du « président fondateur ». D'autre part, elle légitime les griefs des travailleurs Gécamines demandeurs d'étendre les prestations paternalistes de l'entreprise au-delà du cadre restreint et « colonial » de leurs familles nucléaires. Dans ces deux dynamiques, la légitimation de revendications sociales passe par leur articulation à la rhétorique du MPR. On peut observer ces stratégies à l'œuvre dans le cadre de trois points de discussion récurrents : l'africanisation de la main-d'œuvre, l'accès à la ration alimentaire et l'extension de la couverture médicale de l'entreprise.

Une africanisation poussive

Dans le contexte économique précaire du Haut-Shaba, l'appartenance à la main-d'œuvre Gécamines est un gage de sécurité. Dans ce cadre, les conditions d'accès au salariat minier sont un sujet de négociations entre syndicats et représentants de l'entreprise, qui s'articule autour de deux objets. Le premier concerne l'africanisation des cadres, et le second l'accès privilégié des proches parents des travailleurs à l'emploi.

Un des points de rupture les plus visibles entre l'UMHK et la Gécamines concerne ainsi la remise en question de la hiérarchisation raciale héritée du colonialisme. Le statut de cadre reste réservé pendant toute la période coloniale aux seuls travailleurs européens. Ce n'est qu'en 1958 que l'entreprise crée une position intermédiaire pour les Congolais appelés à devoir occuper des postes qualifiés dans les années à venir, tout en s'assurant qu'aucun travailleur africain ne soit désigné à une fonction égale à celle d'un Européen⁴³. Si le régime « authentique » de Mobutu s'appuie entre autres sur un nationalisme économique censé présider à une reprise en main de ses activités productives par la communauté nationale, cette transition ne s'opère que lentement. Ainsi, en 1971, la Gécamines compte environ 25 000 travailleurs, dont 2 129 cadres, mais seulement 720 de ces derniers sont Africains⁴⁴.

Cette africanisation poussive témoigne de la difficulté à mettre en pratique les principes fondateurs de la « révolution » zaïroise. La nationalisation de l'UMHK ne se traduit ainsi pas directement en termes de changement structurel dans les rapports de force internes. Ces difficultés sont en partie liées à la réticence des acteurs coloniaux belges à faciliter l'émergence d'élites locales, considérées comme potentiellement dangereuses⁴⁵. À l'indépendance, la formation de techniciens, d'ingénieurs et de bureaucrates accuse dès lors un retard difficile à combler⁴⁶. Ces enjeux sont à l'agenda des négociations syndicales. En septembre 1974, la délégation générale de l'UNTZA-Gécamines déclare ainsi « qu'il est injuste que les jeunes techniciens sortis

⁴⁰ Young C. et Turner T., *The rise and Decline...*, *op. cit.*, pp. 43-44.

⁴¹ Vansina Jan (1990), *Paths in the Rainforest. Toward a History of Political Tradition in Equatorial Africa*, Madison, Wisconsin University Press, pp. 146-162.

⁴² Sur l'authenticité, voir : White B., *L'incroyable machine...*, *op. cit.* ; Jewsiewicki Bogumil (1992), « De la nation indigène à l'authenticité : la notion d'ordre public au Congo », *Civilisations*, 40(2), pp. 120-127 ; Bibeau Gilles (2013), « Un hôpital en forme de village : au temps de la politique mobutiste de "l'authenticité" », *Anthropologie et Sociétés*, 37(3), pp. 25-43 ; Kavwahirehi Kasereka (2009), « L'authenticité comme cadre de pensée et d'écriture au Congo-Kinshasa entre 1970 et 1982 », in I. Ndaywel è Nziem *et al.* (dir.), *Images, mémoires et savoirs. Une histoire en partage avec Bogumil Koss Jewsiewicki*, Paris, Karthala, pp. 625-648.

⁴³ Dibwe dia Mwembu Donatien (2020), « La problématique de l'habitat dans la ville de Lubumbashi (Elisabethville) », in M. Barker-Ciganikova *et al.* (dir.), *The Politics of Housing in (Post-)Colonial Africa*, Berlin, De Gruyter, p. 137.

⁴⁴ Larmer M., *Living for the City...*, *op. cit.*, p. 90.

⁴⁵ Tödt Daniel (2020), « L'État colonial et les élites africaines, une histoire de soumission ? », in I. Goddeeris, A. Lauro et G. Vanthemsche (dir.), *Le Congo colonial. Une histoire en questions*, Bruxelles, Renaissance du Livre, pp. 270-271.

⁴⁶ Dibwe dia Mwembu Donatien (2021), « The Production of Historical Knowledge at the University of Lubumbashi (1956-2018) », in M. Larmer *et al.* (dir.), *Across the Copperbelt. Urban & Social Change in Central Africa's Borderland Communities*, Woodbridge, James Currey, p. 300.

des écoles techniques soient appelés vaguement techniciens en formation contrairement à leurs collègues expatriés, en dépit de progrès dans les métiers exercés⁴⁷ ».

Au-delà de ces considérations qui témoignent de la survivance de processus de différenciation raciale au sein de l'entreprise nationalisée, la délégation générale admoneste également l'entreprise sur la lente progression de l'africanisation. En décembre 1975, les représentants de l'UNTZa expriment leur « grand étonnement » face au maintien de travailleurs expatriés au-delà de l'âge de la retraite qui devraient être « remplacés par des Zaïrois compétents⁴⁸ ». Moins d'un an plus tard, les syndicalistes rappellent également à la direction qu'elle se « doit de respecter » la priorité d'engagement aux candidats zaïrois, comme prévu par la convention collective⁴⁹. La difficulté à trouver des candidats compétents émerge à nouveau à la fin de l'année 1976, alors que la Gécamines se voit déjà contrainte à implémenter des « mesures d'austérité budgétaire ». La délégation syndicale s'étonne de voir l'entreprise employer des travailleurs expatriés externes à sa main-d'œuvre, une pratique coûteuse et contraire à ses principes⁵⁰. Début 1977, les représentants de l'UNTZa demandent encore à l'entreprise « d'envisager la formation d'un spécialiste zaïrois » plutôt que d'engager un travailleur externe pour effectuer certaines réparations complexes. Les représentants de la direction se refusent à le faire, arguant qu'il s'agit « d'une opération très délicate qui ne doit se faire que rarement et par un spécialiste qui ne fait que ce métier partout dans le monde⁵¹ ».

Si ces interventions syndicales ne se formulent pas explicitement dans le vocabulaire de la parenté, la question de la préférence nationale qu'elles mettent en exergue témoigne de l'agencité des délégués syndicaux de l'UNTZa. La préférence accordée aux membres de la « famille nationale » soudée autour de la figure du père-président est une dimension importante des stratégies de légitimation des régimes de parti unique. Ces discours sont en effet censés supplanter et étouffer de potentielles velléités séparatistes, qu'elles soient régionales ou « ethniques⁵² ». Cette dynamique est d'autant plus cruciale au vu de l'histoire politique troublée du Haut-Shaba. L'ancienne province du Katanga a en effet fait sécession de la République du Congo nouvellement indépendante entre juillet 1960 et janvier 1963, avec le soutien actif de l'UMHK. Cette période est également marquée par des tensions identitaires entre « originaires » et « non-originares » de la province brièvement autonome⁵³. Pour Miles Larmer, le Katanga a, sous le régime de Mobutu, le statut d'une région « occupée » où le souvenir du nationalisme et de sa courte indépendance est activement combattu par le parti-État. La campagne d'authenticité préside ainsi au changement de son nom, tandis que tous les postes de décision au sein des différentes sections du MPR sont confiés à des « non-originares⁵⁴ ».

Dans ce contexte particulier, les demandes syndicales de mener à bien une politique de préférence nationale dans le recrutement d'agents-cadres et qualifiés permet de formuler différentes observations sur l'existence d'espaces de négociation au sein de la structure du parti-État. Premièrement, les représentants de l'UNTZa mobilisent à leurs propres fins la rhétorique nationaliste du pouvoir. Ils tentent en effet d'accélérer la mobilité sociale de la main-d'œuvre zaïroise en reprochant à l'entreprise de ne pas épouser activement la vision tracée par le « président fondateur ».

Deuxièmement, la rhétorique nationaliste supprime entièrement la question « ethnique », une stratégie de première importance pour étouffer le souvenir de l'indépendance katangaise. Cependant, les appartenances et les solidarités sous-nationales ont survécu, dissimulées sous l'idéologie unitariste du MPR. Dans les années 1990, elles ont émergé à nouveau sous la forme de conflits sanglants opposant « originaires » et « non-originares », suite à l'effondrement conjoint de la Gécamines et du régime zaïrois⁵⁵. L'absence complète de ces marqueurs identitaires dans les négociations syndicales s'inscrit au croisement du cadre idéologique fixé par le parti-État et de l'éthos syndical, défenseurs l'un et l'autre d'une solidarité de classe plutôt que communautaire.

⁴⁷ Archives du personnel de la Gécamines, Lubumbashi (AP-GCM-Lu), Procès-verbal de la 17^e réunion de la délégation générale syndicale, 29 octobre 1974.

⁴⁸ AP-GCM-Lu, Procès-verbal de la 17^e réunion de la délégation générale syndicale, 15 décembre 1975.

⁴⁹ AP-GCM-Lu, Procès-verbal de la 17^e réunion de la délégation générale syndicale, 17 septembre 1976.

⁵⁰ AP-GCM-Lu, Rapport sur la marche générale de la société, période de juin à novembre 1976.

⁵¹ AP-GCM-Lu, Questionnaire sur la marche générale de l'entreprise, période de décembre 1976 à mai 1977.

⁵² Schatzberg M., *Political Legitimacy...*, *op. cit.*, p. 13.

⁵³ Kennes Erik et Miles Larmer (2016), *The Katangese Gendarmes and War in Central Africa. Fighting their Way Home*, Bloomington, Indiana University Press, pp. 42-43.

⁵⁴ Larmer M., *Living for the City...*, *op. cit.*, p. 346.

⁵⁵ Dibwe dia Mwembu Donatien et Marcel Ngandu Mutombo (2005), *Vivre ensemble au Katanga*, Paris, L'Harmattan, pp. 47-49.

Troisièmement, on remarque le caractère consensuel des « admonestations » syndicales. Les représentants de l'UNTZA « s'étonnent » du maintien de certaines pratiques ou « rappellent » ses engagements à la direction, sans que des tensions ne transparaissent dans les comptes rendus. Le caractère apaisé de ces négociations ressort également des souvenirs d'anciens syndicalistes. Pour Jean-Pierre Tshibas, encarté à l'UNTZA à partir de 1970, « les discussions se passaient à l'amiable. Si vous êtes fâchés, c'est fini, c'est gâché⁵⁶ ». Pierre-Nestor Kyenge, délégué dès 1973, insiste sur la nécessité de prendre en compte le point de vue de l'entreprise : « Quand on vous donne une situation juste, une situation correcte, si vous trouvez que réellement ce que l'employeur venait de vous donner, c'est ça la réalité, on se repliait⁵⁷. » André Tshibangu insiste quant à lui sur l'importance des rapports interpersonnels afin d'obtenir l'assentiment de la direction sur des points de négociation : « Même si [le directeur] n'a pas suffisamment de moyens, parfois quand les relations sont bonnes il n'hésite pas à faire la complicité avec vous, de sorte que [...] votre solution soit sa solution à lui aussi⁵⁸. » Les stratégies de conciliation suivies par les représentants de l'UNTZA ne semblent pas avoir porté leurs fruits. Le retard dans la formation de cadres potentiels rend une africanisation accélérée de la main-d'œuvre pratiquement impossible. Les marges limitées du pouvoir syndical sont également visibles dans les discussions portant sur la ration.

Ration, statut et « authenticité » zaïroise

Selon André Tshibangu, les principales tensions entre travailleurs et employeurs se sont articulées autour de la réduction progressive des prestations sociales. Pour l'ancien syndicaliste, « tout a commencé à s'effondrer [...] quand vous avez habitué les gens à fournir des denrées alimentaires [...] et que vous diminuez, de sorte qu'il y en a qui trouvent, d'autres qui ne trouvent pas⁵⁹ ». Les archives du personnel témoignent en effet de longues discussions concernant la ration, sa composition et les conditions en garantissant l'accès. Parmi ces denrées, la viande de bœuf suscite les débats les plus vifs. La ration a déjà été l'objet de différentes reconfigurations après l'indépendance. Originellement distribuée en nature pour lutter contre la supposée incapacité des Congolais à gérer leurs finances, elle est remplacée par une somme d'argent en 1960. L'entreprise va cependant inverser cette décision quatre ans plus tard à la demande des représentants des travailleurs, qui y voient une meilleure protection contre l'inflation des prix des denrées de base⁶⁰. Cette mesure paternaliste, mise en place comme une restriction typiquement coloniale de l'autonomie économique des travailleurs, est également investie par certains de ces derniers comme une forme de protection de leur sécurité alimentaire. Cette situation explique partiellement son importance pour les délégués UNTZA.

Dès juillet 1975, alors que des premières difficultés économiques commencent à miner la région, la délégation générale demande à la direction de diversifier la ration en nature fournie mensuellement à ses travailleurs au vu « du coût actuel de la vie suite à l'instabilité des prix sur le marché ». Cette demande rencontre une fin de non-recevoir de la part de l'employeur, qui souligne les pertes « énormes » déjà enregistrées par ses cantines. Durant la même réunion, les représentants de l'UNTZA demandent également l'augmentation du quota de farine de maïs fourni aux travailleurs célibataires. Ce dernier est calculé en fonction de la composition familiale, une situation qu'ils jugent problématique. Ils souhaiteraient en effet que la société « puisse tenir compte de certains facteurs authentiques zaïrois. [...] Tout en étant célibataire, il peut avoir une ou plusieurs personnes à charge⁶¹ ».

On retrouve dans les déclarations de la délégation syndicale l'utilisation de la rhétorique officielle du pouvoir afin d'étendre des prestations paternalistes de la famille nucléaire vers la famille étendue. La question de la parenté traverse ainsi différents registres de la négociation professionnelle. Un représentant de l'UNTZA l'a affirmé en encourageant l'entreprise à prendre en compte « la notion plus large du concept de "famille" que celle donnée par le Code du travail dans notre société zaïroise⁶². »

⁵⁶ Entretien, Jean-Pierre Tshibas, 5 juillet 2018.

⁵⁷ Entretien, Pierre-Nestor Kyenge, 11 juillet 2018.

⁵⁸ Entretien, André Tshibangu, 12 juillet 2018.

⁵⁹ Entretien, André Tshibangu, 12 juillet 2018.

⁶⁰ Dibwe dia Mwembu Donatien (2001), *Histoire des conditions de vie des travailleurs de l'Union minière du Haut-Katanga/Gécamines (1910-1999)*, Lubumbashi, Presses de l'UNILU, p. 60.

⁶¹ AP-GCM-Lu, Procès-verbal de la 17^e réunion de la délégation générale syndicale, 15 décembre 1975.

⁶² AP-GCM-Lu, Procès-verbal de la 17^e réunion de la délégation générale syndicale, 15 décembre 1975.

L'essentiel des débats sur la ration porte sur la viande. La Gécamines s'engage *a priori* à en fournir à ses employés en dessous des prix du marché. Cependant, les syndicalistes font régulièrement remonter l'insatisfaction des travailleurs concernant tant sa disponibilité que sa distribution. En septembre 1976, ils demandent par exemple à l'entreprise « d'augmenter les quotas de viande en fonction de la composition familiale du travailleur », ce que l'employeur se refuse à faire, arguant l'existence d'un marché noir impossible à contrôler, la privant d'un quart de ses ressources carnées : « on a essayé tous les systèmes imaginables et l'on [n'y] est pas arrivé parce que les travailleurs eux-mêmes [en] sont à la base⁶³. »

Cette « fraude à la viande » témoigne de l'importance de cette denrée dans l'expérience de la prospérité attachée au salariat et au paternalisme minier. Jeremy Rich a déjà souligné le rôle culturel joué par la consommation de viande comme marqueur de « modernité coloniale » au sein des populations urbaines du Gabon⁶⁴. Michael Schatzberg suggère de plus que la légitimité des « pères-présidents » en Afrique centrale postcoloniale dépend en grande partie de la possibilité pour les citoyens de manger à satiété⁶⁵. L'accès à cet aliment cher et nutritif devient donc un important marqueur de distinction, tant entre la « famille Gécamines » et les autres qu'au sein de cette dernière. En 1975, la délégation demande par exemple l'ouverture d'une boucherie réservée aux cadres, afin de leur permettre « d'avoir de la viande en permanence », au contraire des ouvriers⁶⁶. Dans les années qui suivent, le déclin de la Gécamines se marque aussi dans l'incapacité à ravitailler sa main-d'œuvre en protéine animale. En janvier 1977, la direction recommande ainsi « d'éduquer les travailleurs [à] s'adapter à d'autres denrées alimentaires pouvant remplacer la viande⁶⁷ ». En juillet de la même année, on apprend que les cantines de l'entreprise n'ont plus été fournies en viande depuis le mois de mars⁶⁸.

La ration met en lumière l'articulation de différents registres familiaux au sein de la population minière du Haut-Shaba. Premièrement, les délégués syndicaux demandent l'adaptation du paternalisme Gécamines à la « conception authentique » de la famille. Ils soulignent ainsi les tensions entre l'héritage de l'UMHK qui promeut la famille restreinte et les obligations liant les individus à leur famille étendue. On notera une fois encore la reformulation de ces demandes dans le vocabulaire idéologique sanctionné par le MPR. Deuxièmement, l'accès à la viande montre l'importance pour les syndicalistes de pérenniser le statut social des travailleurs, symbolisé entre autres par la consommation d'un aliment coûteux et relativement rare. Cette distinction sociale existe tant entre la famille Gécamines et le reste de la société qu'au sein de l'entreprise, les cadres voulant eux-mêmes en manger plus que les travailleurs manuels. Ces frictions entre référents familiaux, déjà visibles dans les débats autour du caractère héréditaire de l'accès à la main-d'œuvre, sont également présentes au sujet de l'accès aux soins médicaux.

Étendre le soin médical

La transition entre la promotion par l'entreprise d'un modèle familial « nucléaire » et une reconnaissance de la famille plus étendue est particulièrement visible dans sa politique de santé. Pour Pierre-Nestor Ngye Kyenge, cadre UNTZa à partir de 1973, il s'agit même d'une des principales victoires du syndicat unique⁶⁹. Dès 1973, la Gécamines adapte sa politique de couverture médicale aux ascendants des travailleurs « régulièrement domiciliés chez l'agent et à charge entière de celui-ci (c'est-à-dire absolument dépourvus de moyens d'existence) », moyennant une autorisation du chef de cité⁷⁰. Cette question revient sur la table de la délégation générale l'année suivante, alors que l'entreprise a décidé de conditionner cet accès à l'approbation de la direction. Les délégués syndicaux font part de leur « indignation » face à une mesure qui « équivaut à gâcher la vie aux malheureux parents des travailleurs qui peuvent mourir faute [...] d'avoir reçu l'autorisation en temps utiles⁷¹ ». La direction défend cette décision par « l'inondation catastrophique constatée dans nos services de chirurgie débordés par la surcharge toujours croissante de “parents” dévalant des quatre coins de l'horizon aux seules fins de se faire opérer ».

⁶³ AP-GCM-Lu, Procès-verbal de la 20^e réunion de la délégation générale syndicale, 18 septembre 1976.

⁶⁴ Rich Jeremy (2007), *A Workman is Worthy of His Meat. Food and Colonialism in the Gabon Estuary*, Lincoln, University of Nebraska Press, pp. 87-88.

⁶⁵ Schatzberg M., *Political Legitimacy...*, *op. cit.*, pp. 150-151.

⁶⁶ AP-GCM-Lu, Procès-verbal de la 17^e réunion de la délégation générale syndicale, 15 décembre 1975.

⁶⁷ AP-GCM-Lu, Procès-verbal de la 21^e réunion de la délégation générale syndicale, 26 janvier 1977.

⁶⁸ AP-GCM-Lu, Procès-verbal de la 22^e réunion de la délégation générale syndicale, 13 juillet 1977.

⁶⁹ Entretien, Pierre-Nestor Ngye Kyenge, 11 juillet 2018.

⁷⁰ AP-GCM-Li, Accès aux soins médicaux Gécamines, 20 septembre 1973.

⁷¹ AP-GCM-Lu, Procès-verbal de la 16^e réunion de la délégation syndicale générale, 13 juin 1974.

Cette dernière remarque fait écho à d'autres documents faisant également état de stratégies de « fraude » aux soins médicaux. En juillet 1975, les représentants de l'entreprise se désolent de « la prolifération des enfants non ayants droit dans les formations médicales de la société, ceux-ci étant présentés par les travailleurs comme étant leurs propres enfants⁷² ». En 1983, un travailleur est également licencié « pour avoir fait passer son petit frère pour l'un de ses enfants » afin de le faire soigner⁷³.

La position privilégiée du travailleur Gécamines l'encourage donc à faire bénéficier ses proches du paternalisme auquel il a droit en tant que membre de la « famille » de l'entreprise⁷⁴. Si la compréhension strictement « nucléaire » du noyau familial hérité du temps colonial inclut dès 1973 les ascendants directs dépendant du travailleur, cette nouvelle politique n'épouse néanmoins pas les contours des réseaux de solidarité auxquels sont liés les employés. Les travailleurs tentent donc d'adapter le paternalisme à leur propre entendement des solidarités familiales qui, bien que s'opposant aux politiques officielles, sont entièrement compatibles avec l'acception large du concept familial promu par « l'Authenticité ». Les frictions entre familles « restreintes » et « étendues » traversent ainsi le spectre des négociations syndicales, faisant apparaître des débats sur la scolarité, l'alimentation et le soin. Ces discussions donnent forme à l'espace restreint de négociations sociales ouvertes dans la structure oppressive du MPR. Elles nous renseignent à la fois sur les besoins exprimés par le monde ouvrier du Haut-Shaba zaïrois et sur la façon dont ils peuvent être formulés au sein du cadre idéologique déterminé par le parti-État. Cependant, l'existence de différentes pratiques de « fraude » met en lumière l'incapacité de ce cadre de médiation à véhiculer l'ensemble des revendications de la main-d'œuvre.

La consultation d'archives postcoloniales « désordonnées » met donc en lumière une caractéristique essentielle des pratiques politico-sociales du Haut-Shaba zaïrois. En jouant sur la rhétorique de la famille, les syndicalistes de l'UNTZA font montre de leur capacité d'action au sein du cadre limité de leur mission comme « organe de soutien de la politique gouvernementale ». D'après Jean-François Bayart, les dynamiques de pouvoir dans les États postcoloniaux peuvent ainsi passer par la mobilisation de « genres discursifs pluriels » qui peuvent être utilisés par des « “petits”, soucieux de défendre leurs intérêts et d'obtenir des puissants [...] qu'ils honorent leur devoir de redistribution⁷⁵ ». Cette dynamique s'incarne ici dans l'invocation des obligations familiales multiples de l'employeur, du parti-État ou du travailleur comme stratégie de négociation.

La comparaison de cette « innovation politique » avec le déroulement des négociations professionnelles dans la Zambie de Kenneth Kaunda met en lumière le caractère spécifique du syndicalisme dans la Copperbelt zaïroise. Des deux côtés de la frontière, l'expression de doléances et d'exigences se passe dans le cadre d'une reconnaissance explicite de la légitimité de la structure politique en place⁷⁶. Cependant, la formulation de ces demandes prend une autre forme : en Zambie, les délégués mobilisent le vocabulaire de la lutte des classes, par exemple pour exiger des augmentations de salaire, avec un succès plus évident que leurs pendants zaïrois⁷⁷. La rhétorique familiale qui caractérise les stratégies de l'UNTZA n'a pas cours en Zambie, bien que l'expérience syndicale puisse être vécue comme une forme d'appartenance à une parenté étendue⁷⁸. Néanmoins, l'absence d'une formulation plus « conventionnelle » des rapports de travail au Zaïre ne doit pas faire croire que le syndicat n'a été qu'une chambre d'enregistrement des oukazes du MPR. Les exemples mis en avant dans les pages précédentes témoignent de la capacité des délégués de se réapproprier le modèle idéologique familial défendu tant par l'entreprise que par le parti-État pour avancer leurs priorités.

La mise en lumière de cette « innovation politique » est étroitement liée aux sources mobilisées. Leur caractère disjoint encourage la recherche d'autres cohérences que la sérialité dans la recherche archivistique. Ces cohérences se retrouvent notamment dans l'utilisation du registre de la parenté comme stratégie d'accès au paternalisme de la Gécamines. La récurrence de cette dynamique de la fin de la période coloniale jusqu'au

⁷² AP-GCM-Lu, Procès-verbal de la 15^e réunion de la délégation syndicale générale, 12 juillet 1975.

⁷³ AP-GCM-Li, Lettre du service personnel du groupe centre au chef du bureau du personnel de la Cité de Panda, 30 décembre 1983.

⁷⁴ Rubbers B., *Le Paternalisme en question...*, *op. cit.*, p. 205.

⁷⁵ Bayart Jean-François (2006), *L'État en Afrique. La politique du ventre* (nouvelle édition), Paris, Fayard, p. 447.

⁷⁶ Larmer M., *Mineworkers in Zambia...*, *op. cit.*, p. 97.

⁷⁷ Larmer M., *Mineworkers in Zambia...*, *op. cit.*, pp. 103-107.

⁷⁸ Voir Kapesea Robby et McNamara Thomas (2020), « “We Are Not Just a Union, We Are a Family”. Class, Kinship and Tribe in Zambia's Mining Unions », *Dialectical Anthropology*, 44(153), pp. 153-172.

délitement du régime zaïrois permet également de poser un autre regard sur l'histoire de la Copperbelt. L'historiographie de la région s'articule autour d'une série de ruptures : l'indépendance congolaise et la sécession katangaise, l'ascension et la chute de Mobutu, la prospérité relative du « long boom » et le déclin économique des dernières décennies. Cependant, au fil de ces fractures multiples, l'articulation complexe des registres familiaux restreints et étendus comme clé de lecture du social et du politique reste une constante. Le caractère polymorphe et complexe de la famille permet ainsi sa mobilisation tant comme médium de revendication que comme outil de légitimation d'une entreprise monopolistique et d'un régime autoritaire. La famille est un concept à la fois malléable et hégémonique, qui peut être (ré)interprété à l'envi par les acteurs en présence pour appuyer leurs demandes.

Pour conclure, cette recherche fait émerger l'agencité déployée par les délégués syndicaux et les travailleurs dans le cadre oppressif du parti-État zaïrois. Les représentants de l'UNTZA exploitent habilement tant le périmètre restreint de négociation que le vocabulaire « révolutionnaire » sanctionné par le pouvoir pour tenter d'ouvrir le paternalisme Gécamines à la parenté plus large de ses employés. Les comptes rendus des réunions de la délégation générale témoignent donc de l'existence d'un espace de discussion entre la structure du pouvoir et la main-d'œuvre minière. Un espace où ne peuvent cependant se tenir que des débats consensuels et apaisés ne remettant en compte ni la légitimité ni l'idéologie du MPR. De plus, cette courroie de transmission n'empêche pas l'existence de stratégies de contournement non négociées. La fraude à la viande ou aux soins médicaux témoigne des limites de « l'État intégral » zaïrois, préfigurant son ultime effondrement en 1997.

Benoît Henriët
Vrije Universiteit Brussel, Bruxelles (Belgique)

Bibliographie

- ALLMAN Jean (2013), « Phantoms of the Archive: Kwame Nkrumah, a Nazi Pilot Named Hanna, and the Contingencies of Postcolonial History-Writing », *The American Historical Review*, 118(1), pp. 104-129.
- BAYART Jean-François (2006), *L'État en Afrique. La politique du ventre* (nouvelle édition), Paris, Fayard.
- BERNAULT Florence (2015), « Suitcases and the Poetics of Oddities: Writing History from Disorderly Archives », *History in Africa*, 42, pp. 269-277.
- BIBEAU Gilles (2013), « Un hôpital en forme de village : au temps de la politique mobutiste de "l'authenticité" », *Anthropologie et Sociétés*, 37(3), pp. 25-43.
- COVINGTON-WARD Yolanda (2016), *Gesture and Power. Religion, Nationalism and Everyday Performance in Congo*, Durham, Duke University Press.
- CUVELIER Jeroen (2014), « Work and Masculinity in Katanga's Artisanal Mines », *Africa Spectrum*, 49(2), pp. 3-26.
- DIBWE DIA MWEMBU Donatien (2001), *Bana Shaba abandonnés par leur père. Structure de l'autorité et histoire sociale de la famille ouvrière au Katanga, 1910-1997*, Paris, L'Harmattan.
- DIBWE DIA MWEMBU Donatien (2001), *Histoire des conditions de vie des travailleurs de l'Union minière du Haut-Katanga/Gécamines (1910-1999)*, Lubumbashi, Presses de l'UNILU.
- DIBWE DIA MWEMBU Donatien (2020), « La problématique de l'habitat dans la ville de Lubumbashi (Elisabethville) », in M. BARKER-CIGANIKOVA et al. (dir.), *The Politics of Housing in (Post-)Colonial Africa*, Berlin, De Gruyter, pp. 121-141.
- DIBWE DIA MWEMBU Donatien (2021), « The Production of Historical Knowledge at the University of Lubumbashi (1956-2018) », in M. LARMER et al. (dir.), *Across the Copperbelt. Urban & Social Change in Central Africa's Borderland Communities*, Woodbridge, James Currey, pp. 296-321.
- DIBWE DIA MWEMBU Donatien et NGANDU MUTOMBO Marcel (2005), *Vivre ensemble au Katanga*, Paris, L'Harmattan.

- FABIAN Johannes, MANGO Kalundi et SCHICHO Walter (dir.) (1990), *History from Below: The Vocabulary of Elisabethville by André Yav: Texts, Translation, and Interpretive Essay*, Amsterdam, John Benjamins Publishing.
- FERGUSON James (1999), *Expectations of Modernity. Myths and Meanings of Urban Life in the Zambian Copperbelt*, Berkeley, University of California Press.
- FETTER Bruce (1976), « L'Union minière du Haut-Katanga, 1920–1940 : la naissance d'une sous-culture totalitaire », *Cahiers du CEDAF*, 6, pp. 1-40.
- FETTER Bruce (1976), *The Creation of Elisabethville (1910-1940)*, Stanford, Hoover Institution Press.
- HANRETTA Sean (2003), « Space and Conflict in the Elisabethville Mining Camp », in F. Bernault (dir.), *A History of Prison and Confinement in Africa*, Portsmouth, Heineman, pp. 191-219.
- JEWSIEWICKI Bogumil (1992), « De la nation indigène à l'authenticité : la notion d'ordre public au Congo », *Civilisations*, 40(2), pp. 120-127.
- JEWSIEWICKI Bogumil, DIBWE DIA MWEMBU Donatien et GIORDANO Rosario (2010), *Lubumbashi 1910-2010: mémoire d'une ville industrielle : Ukumbusho wa mukini wa komponi*, Paris, L'Harmattan.
- KAPESEA Robby et McNAMARA Thomas (2020), « “We Are Not Just a Union, We Are a Family”. Class, Kinship and Tribe in Zambia's Mining Unions », *Dialectical Anthropology*, 44(153), pp. 153-172.
- KAVWAHIREHI Kasereka (2009), « L'authenticité comme cadre de pensée et d'écriture au Congo-Kinshasa entre 1970 et 1982 », in I. NDAYWEL È NZIEM et al. (dir.), *Images, mémoires et savoirs. Une histoire en partage avec Bogumil Koss Jewsiewicki*, Paris, Karthala, pp. 625-648.
- KENNES Erik et LARMER Miles (2016), *The Katangese Gendarmes and War in Central Africa. Fighting their Way Home*, Bloomington, Indiana University Press.
- LARMER Miles (2006), *Mineworkers in Zambia. Labour and Political Change in Post-Colonial Africa*, Londres, Bloomsbury.
- LARMER Miles (2021), *Living for the City. Social Change and Knowledge Production in the Central African Copperbelt*, Cambridge, Cambridge University Press.
- MARKS Shula et RATHBONE Richard (1983), « The History of Family in Africa: Introduction », *The Journal of African History*, 24(2), pp. 145-161.
- MBILI Kwa Mbili (1986), « Esquisse du syndicalisme au Zaïre : d'hier à aujourd'hui », *Africa: Rivista trimestrale*, 41(2), pp. 271-280.
- PEŠA Iva et HENRIËT Benoît (2021), « Beyond Paternalism. Pluralizing Copperbelt Histories », in M. LARMER, E. GUENE, B. HENRIËT, I. PEŠA et R. TAYLOR (dir.), *Across the Copperbelt. Urban & Social Change in Central Africa's Borderland Communities*, Melton, James Currey, pp. 27-52.
- REINWALD Brigitte (1997), « Changing Family Strategies as a Response to Colonial Challenge: Microanalytic Observations on Siin/Senegal 1890-1960 », *The History of the Family*, 2(2), pp. 183-195.
- RICH Jeremy (2007), *A Workman is Worthy of His Meat. Food and Colonialism in the Gabon Estuary*, Lincoln, University of Nebraska Press.
- RUBBERS Benjamin (2006), « L'effondrement de la Générale des Carrières et des Mines. Chronique d'un processus de privatisation informelle », *Cahiers d'Études africaines*, 181, pp. 115-133.
- RUBBERS Benjamin (2009), « The Story of a Tragedy: how people in Haut-Katanga interpret the post-colonial history of Congo », *The Journal of Modern African Studies*, 47(2), pp. 267-289.
- RUBBERS Benjamin (2013), *Le Paternalisme en question. Les anciens ouvriers de la Gécamines face à la libéralisation du secteur minier katangais (RD Congo)*, Paris, L'Harmattan.
- RUBBERS Benjamin et PONCELET Marc (2015), « Sociologie coloniale au Congo belge », *Genèses*, 2, pp. 93-112.
- SCHÄFER Rita (1997), « Variations in Traditional Marriage and Family Forms: Responses to the Changing Pattern of Family-Based Social Security Systems in Sierra Leone and Kenya », *The History of the Family*, 2(2), pp. 197-209.

- SCHATZBERG Michael (1991), *The Dialectics of Oppression in Zaire*, Bloomington, Indiana University Press.
- SCHATZBERG Michael (2001), *Political Legitimacy in Middle Africa. Father, Family, Food*, Bloomington, Indiana University Press.
- STOLER Ann Laura (2013), « Introduction: "the Rot Remains". From Ruins to Ruination », in A.L. STOLER (dir.), *Imperial Debris: On Ruins and Ruination*, Durham, Duke University Press, pp. 1-39.
- STRAUSSBERGER John (2015), « Fractures and Fragments: Finding Postcolonial Histories of Guinea in Local Archives », *History in Africa*, 42, pp. 299-307.
- THOMAS Lynn M. et COLE Jennifer (2008), « Thinking through Love in Africa », in L. THOMAS et J. COLE (dir.), *Love in Africa*, Chicago, Chicago University Press, pp. 1-31.
- TÖDT Daniel (2020), « L'État colonial et les élites africaines, une histoire de soumission ? », in I. GODDEERIS, A. LAURO et G. VANTHEMSCHE (dir.), *Le Congo colonial. Une histoire en questions*, Bruxelles, Renaissance du Livre, pp. 265-279.
- VANSINA Jan (1990), *Paths in the Rainforest. Toward a History of Political Tradition in Equatorial Africa*, Madison, Wisconsin University Press.
- WHITE Bob (2006), « L'incroyable machine d'authenticité. L'animation politique et l'usage public de la culture dans le Zaïre de Mobutu », *Anthropologie et Société*, 30(2), pp. 46-63.
- WHITE Luise (2015), « Hodgepodge Historiography: Documents, Itineraries, and the Absence of Archives », *History in Africa*, 42, pp. 309-318.
- YOUNG Crawford (1994), « Zaïre: the Shattered Illusion of the Integral State », *Journal of Modern African Studies*, 32(2), pp. 247-263.
- YOUNG Crawford et TURNER Thomas (1985), *The Rise and Decline of the Zairian State*, Madison, University of Wisconsin Press.